Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

CORRUPTION, CRIME ET ÉVASION FISCALE

Les pays émergents ont vu 858 milliards s'évaporer en 2010

Selon une étude de l'association américaine Global Financial Integrity (GFI), étude rendue publique le 17 décembre 2012, 858 milliards de dollars estampillés «illicites» auraient quitté les pays émergents en 2010, en augmentation de 10% par rapport à l'année précédente.

Le phénomène est connu, mais les chiffres interpellent. Selon une étude de l'association américaine Global Financial Intergrity (GFI), les pays en développement auraient vu pas moins de 858 milliards de dollars de fonds de la corruption, du crime et de l'évasion fiscale passer leurs frontières pour le seul exercice 2010. Si ce type de chiffre est évidemment à manier avec des pincettes, étant donné les biais liés à l'opacité de ces flux, il n'en reste pas moins vrai que la tendance va crescendo. Selon GFI, cette fuite de capitaux est en hausse de 10% par rapport à 2009, où ces fonds ont été évalués à 776 milliards de dollars. Une fois encore, toutes les précautions dont il faut faire preuve, l'étude dégaine un «chiffre choc». Elle estime à près de 6 000 milliards ces «sorties illicites» sur la période 2001-2010.Mais où va donc se cacher cet argent ? Pour Raymond Baker, le patron de GFI, ces fonds «nocifs» filent tout droit «dans les paradis fiscaux et les banques des pays développés». Il constate ainsi que ces flux sont de plus en plus importants alors que la sphère économique mondiale peine, de manière générale, à relancer la croissance. Avant d'y voir «un signal d'alarme» aux dirigeants mondiaux, appelés à intensifier leur lutte contre «ce fléau». Dans la même veine, l'économiste Sarah Freitas, co-auteure de l'étude, déplore les conséquences de cette fuite de capitaux qui auraient pu «être utilisés pour sortir les gens de la pauvreté ou sauver des vies».

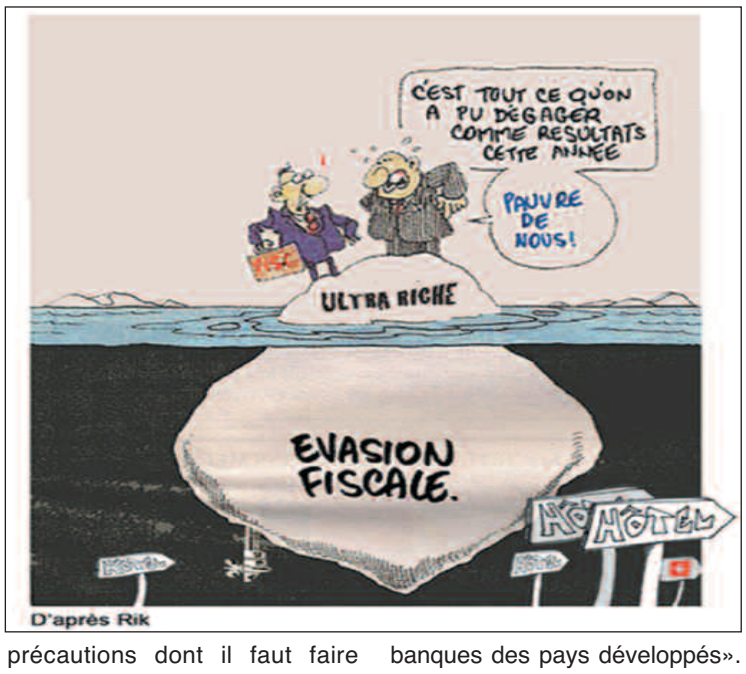

Photo : D.R.

La Chine en pole position

Dans son enquête, GFI élabore également un classement des pays les plus touchés par ces exodes des fonds illicites en 2010. Avec 420 milliards, la Chine arrive de très loin en pole position. Ce qui équivaut à 7,1% de son PIB du pays cette même année (5. 878 milliards de dollars). La Malaisie, le Mexique et la Russie complètent ce classement, avec des fuites de fonds respectives de 64, 51 et 43 milliards de dollars. Reste que le cas chinois n'est guère surprenant, tant le pays a récemment été miné par des scandales de corruption, impliquant les plus hautes sphères politiques du pays. Ces cinq dernières années, Pékin a affirmé avoir sanctionné quelque 660 000 cadres du Parti communiste chinois (PCC). Le nouveau «grand timonier» (au passage dans le collimateur de l'agence Bloomberg, qui a estimé sa fortune personnelle à plusieurs centaines de millions de dollars) a ainsi fait de la lutte contre la corruption une «priorité».

Lors de son premier discours devant le nouveau bureau politique du parti communiste à la mi-novembre, il a reconnu que le problème se faisait «plus aigu» et menaçait «de détruire in fine le parti et le pays».

Selon nombre de spécialistes de la question, la libéralisation financière et l'idéologie économique dominante ont favorisé la prolifération de paradis fiscaux et de mécanismes permettant aux grosses fortunes et aux multinationales d'échapper à leurs responsabilités envers les Etats. Pour le Sud, les effets de l'évasion et de la fraude fiscales sont désastreux.

L'alternative réside dans la coopération internationale face au détricotage des systèmes de redistribution de l'impôt.

D. H.

La banque HSBC, accusée de complicité de blanchiment, échappe aux poursuites américaines par une amende record

Selon une dépêche de l'AFP datée du 10 décembre 2012, la banque britannique HSBC, qui a des agences en Algérie, a accepté de payer 1,92 milliard de dollars US (1,5 milliard d'euros), un montant record, pour mettre fin aux poursuites aux Etats-Unis où elle était accusée de complicité de blanchiment au profit de trafiquants de drogue, de terroristes et de l'Iran. «HSBC a conclu un accord avec les autorités américaines dans le cadre d'investigations concernant des infractions aux lois sur les sanctions (frappant certaines entités criminelles ou assimilées) et la lutte contre le blanchiment d'argent», a annoncé la banque dans un communiqué. HSBC entend ainsi mettre fin à une série d'enquêtes menées par le Trésor, le ministère de la Justice, des agences fédérales et le procureur général de Manhattan à New Yor«Nous assumons la responsabilité de nos erreurs passées (...). HSBC est toutefois aujourd'hui une organisation fondamentalement différente de celle qui a commis ces erreurs», a déclaré le patron de la banque. Et de citer en particulier le quasi décuplement des fonds et du personnel consacrés à ses instruments internes anti-blanchiment entre 2009 et 2011 et la rupture de liens d'activité douteux avec 109 entités diverses. La banque avait reconnu en juillet des «défaillances» et présenté publiquement ses excuses devant une commission d'enquête du Sénat américain pour avoir manqué de vigilance face à de possibles opérations de blanchiment d'argent. Le rapport du Sénat américain avait souligné de «graves carences» dans les garde-fous anti-blanchiment de la banque qui a fait prendre des risques au système financier du pays en l'exposant à de possibles activités de blanchiment d'argent lié au trafic de drogue ou au financement du terrorisme dans les années 2000. L'accord conclu avec le ministère américain de la Justice prévoit la désignation d'un auditeur indépendant qui évaluera régulièrement la mise en œuvre des engagements de la banque dans les cinq années à venir.

HSBC est également dans le collimateur de la justice britannique après la publication d'articles de presse indiquant que de gros trafiquants vivant au Royaume-Uni avaient ouvert des comptes offshore chez HSBC à Jersey pour blanchir de l'argent ou frauder le fisc.

LSC

A lire...

«Ces 600 milliards qui manquent à la France»

600 milliards d'euros : c'est la somme astronomique qui se cache depuis des décennies dans les paradis fiscaux, soit près de 10% du patrimoine des Français. Comment cette évasion fiscale massive a-t-elle été rendue possible ? Et pourquoi l'évasion de ce patrimoine fait-elle l'objet d'une telle omerta judiciaire, alors que les institutions de contrôle, la police, la justice, la douane, les services de renseignement, etc. en possèdent l'essentiel des preuves ? Quand on connaît la situation des comptes publics de la France, la question mérite d'être posée… Exploitant une somme impressionnante de données ultraconfidentielles, l'auteur de ce livre — Antoine Peillon — met pour la première fois au jour l'étendue, les circuits, les mécanismes secrets de cette gigantesque fraude fiscale.

Il montre quelles techniques sophistiquées — et parfaitement illégales — utilise une grande banque étrangère pour opérer sur le territoire français, pour approcher les fortunes privées, celles du showbiz, du sport et des affaires.

S'appuyant sur des témoignages exceptionnels, il révèle comment s'organise l'impunité de tous ceux qui participent à ce système qui soustrait à la France une part colossale de sa richesse nationale. Où l'on croise alors d'autres réseaux et circuits de financement, politiques cette fois…

LSC

Les Nations unies estiment à 870 milliards de dollars le coût du crime organisé

Le coût du crime organisé international représente 870 milliards de dollars (669 milliards d'euros), a annoncé récemment le chef de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en appelant à une plus grande coordination des Etats pour combattre ce fléau. «On peut évaluer le coût du crime organisé transnational à 870 milliards de dollars», a-t-il déclaré lors d'une conférence sur ce thème à Vienne.

«Toutefois, nous ne pouvons pas évaluer les souffrances et le malheur que ces activités illégales infligent à des millions de personnes», a-t-il ajouté. Les responsables du crime organisé sont intelligents, bien informés et opportunistes», a-t-il souligné, en appelant à une meilleure coopération entre Etats pour combattre ces organisations criminelles extrêmement mobiles.

Environ 800 ministres et représentants de la société civile participent pendant une semaine à une conférence sur le crime organisé transnational dans la capitale autrichienne.

Un site qui recense la corruption en Russie

Signaler en temps réel un pot-de-vin exigé par un médecin, un policier ou un agent administratif, c'est désormais possible en Russie grâce à une application et un site citoyens créés pour lutter contre la corruption qui empoisonne le pays. Le site et l'application Bribr, lancés il y a quelques jours en Russie, sont largement inspirés du site indien I Paid a Bribe (J'ai payé un pot-de-vin), créé par l'ONG Janaagraha en 2010, comme le rappelle Youphil.com. Le principe : publier un témoignage et géolocaliser l'endroit où a été demandé le versement d'un pot-de-vin, de façon anonyme, immédiatement après les faits, grâce à l'application disponible sur l'App Store.

Le site Bribr.org recense ensuite en temps réel les lieux où ont été commis les méfaits. Des faits précis et concrets qui peuvent ensuite être utilisés par les associations et les citoyens qui exigent du changement.

Ce principe, le «crowdmapping», s'est étendu au Pakistan, au Kenya, au Zimbabwe et en Grèce, et devrait très bientôt voir le jour en Mongolie et aux Philippines, comme le rappelle Youphil.

LSC